



Lise St-Germain, présidente, Centre d'organisation mauricien de services et d'éducation populaire

Premier juin 2003. Dans un sous-sol d'église bondé, des gens euphoriques fêtent une victoire électorale sans équivoque, avec 76% du vote exprimé. Cette foule composée pour plus de la moitié de personnes peu alphabétisées et en situation de pauvreté se souvient de la longue marche citoyenne qu'elle vient d'accomplir pour élire au Conseil municipal de Trois-Rivières une de ses porte-parole depuis près de 20 ans, Sylvie Tardif, coordonnatrice de COMSEP¹. En cette soirée mémorable, des hommes et des femmes généralement exclus des sphères du pouvoir de la société constatent que leurs efforts collectifs peuvent changer les choses de façon significative. Que la démocratie leur est accessible.

Un lancement de campagne électorale controversé

En février 2003, après un an et demi au pouvoir, le conseiller municipal du district Marie-de-l'Incarnation, Daniel Perreault, annonce son retrait de la vie politique pour des raisons personnelles ; des élections partielles auront lieu. Une multitude de gens se montrent intéressés à briguer les suffrages pour ce territoire où se côtoient des personnes en situation de pauvreté et d'autres issues de la classe moyenne ou de la classe plus fortunée, où l'on dénote des problèmes sociaux aigus, dont l'analphabétisme, et où l'on retrouve la plus grande concentration de gens en difficulté de toute la Mauricie.

À Trois-Rivières, les candidats et les candidates se présentent toujours comme indépendants puisqu'il n'existe pas de partis municipaux organisés. La coutume veut également que le maire reste neutre lors d'élections, car il devra composer sans exception avec tous ceux et celles qui seront élus.

Avant même le début de la campagne électorale et contrairement aux habitudes, le maire de la ville, Yves Lévesque, demande publiquement au président de la chambre de commerce locale, Patrick Charlebois, de se présenter comme

candidat. L'appel est amplement médiatisé. C'est alors que débute une forte mobilisation pour convaincre la coordonnatrice de COMSEP de passer du côté de la politique active. Membres de l'organisme, personnes des milieux communautaire et pastoral, décideurs locaux, entrepreneurs, élus politiques ainsi que citoyens et citoyennes du district essaient de convaincre Sylvie Tardif de porter ses objectifs sociaux sur la scène municipale. Non seulement connaît-elle bien les problèmes du district, pensent-ils, mais aussi la capacité d'agir de ses résidents et résidentes. Un territoire reconnu pour sa forte participation sociale et citoyenne ne peut naturellement être représenté par un président de chambre de commerce peu sensible à la question sociale ainsi qu'à celle de la pauvreté.

Devant les rumeurs de la candidature possible de Sylvie Tardif, le président de la chambre de commerce préfère décliner l'offre du maire. Le premier magistrat se met alors à la recherche d'un autre candidat. Pendant ce temps, la pression populaire fait son œuvre, et la coordonnatrice de COMSEP décide de tenter l'expérience. La responsabilité accrue des municipalités en matière de développement social, le peu d'influence du mouvement communautaire auprès du Conseil municipal et, surtout, la possibilité de contribuer à améliorer les conditions de vie des personnes démunies ont raison de ses dernières réserves. Le maire décide tout de même de participer à une conférence de presse afin d'appuyer la candidature de Richard Flynn, ex-attaché politique du député péquiste Guy Julien. Dans le même souffle, il dit ne pas soutenir Sylvie Tardif, qu'il juge, entre autres, trop émotive, trop extrémiste et trop communautaire. C'en est trop. Des éditoriaux, des émissions de

radio et de télévision, des interventions de la part de conseillers municipaux et un déluge de lettres ouvertes réprouvent l'intervention du maire. Tous ont le même message: le choix du conseiller ou de la conseillère appartient uniquement aux gens du district concerné. Le maire doit donc battre en retraite et s'excuser publiquement. Son deuxième candidat se retire, affecté par cette polémique. Deux autres candidats se présentent, André Aubert, organisateur politique renommé du Parti libéral et enquêteur de crimes majeurs à la retraite et Yves St-Louis, gérant d'immeubles, tous deux habitant le district. Une campagne électorale aura bel et bien lieu.

affichage, porte-à-porte... Chacun, chacune aura sa place. L'équipe veut une campagne en «nous» et non en «je», et misera sur les gens jusqu'à la fin.

Des rencontres ont lieu à chaque semaine pour expliquer le déroulement de la campagne et les enjeux des élections. Après avoir indiqué le nombre de personnes ayant donné leur appui à Sylvie Tardif au moyen d'un grand thermomètre dessiné sur papier, on distribue les tâches. Les réunions sont aussi prétexte à la fête, et près d'une centaine de personnes y participent en dernières moyenne. Ces sont véritablement la force de l'équipe. Leur détermination et leur engagement

La campagne favorisera la participation citoyenne (pour rester en terrain connu), c'est-à-dire que les personnes peu alphabétisées et en situation de pauvreté pourront s'engager sur tous les plans : mobilisation, travail sur le terrain, affichage, porte-à-porte...

Au départ, une poignée de gens inexpérimentés

Gonflée à bloc, l'équipe électorale, composée de gens du district (dont 50% sont peu alphabétisés) et de personnes des milieux communautaire, pastoral, syndical et même économique, se met en marche. L'équipe de COMSEP, quant à elle, participe aux efforts après les heures de travail, car il est essentiel de ne pas associer l'organisme à la démarche électorale.

La majorité des membres de l'équipe électorale n'ont aucune expérience en politique active. Qu'à cela ne tienne! La campagne favorisera la participation citoyenne (pour rester en terrain connu), c'est-à-dire que les personnes peu alphabétisées et en situation de pauvreté pourront s'engager sur tous les plans: mobilisation, travail sur le terrain,

compensent amplement le manque d'expérience.

L'orientation politique citoyenne de la campagne de Sylvie Tardif attire des membres de tous les partis souverainiste, fédéraliste, de gauche, de droite — qui y vont de leurs avis et de leur expertise afin de soutenir cette bande de novices résolus. Résultat: tous les aspects d'une campagne électorale (pointage, liste électorale, porte-à-porte, finances, sortie de votes, vote par anticipation, jour J...) finissent par ne plus avoir de secrets. Malgré les précieux conseils toutefois, l'équipe garde le cap sur sa manière de fonctionner déroutant parfois les experts en la matière — en se basant sur sa connaissance et sa compréhension des personnes peu alphabétisées, de leur réalité et de leur mode d'organisation. Ce Le monde alphabétique, numéro 16, printemps 2004 : Y a-t-il une ligne juste en alphabétisation populaire? - RGPAQ

Depuis toujours, la rue est l'une des arandes alliées du mouvement communautaire et de ses luttes.

qui rallie tout ce monde est sans conteste les enjeux de la campagne, c'est-à-dire donner aux personnes peu alphabétisées et en situation de pauvreté une voix au Conseil municipal, mais aussi avoir une représentante des mouvements sociaux en politique municipale. Des défis de taille pour la candidate que ceux de rassembler autour de ces enjeux des résidents et des résidentes de classes sociales différentes et d'amener les personnes peu alphabétisées démunies à aller voter, d'autant plus que ces dernières sont très souvent abandonnées par les candidats et les candidates, car elles sont pour la plupart sans téléphone, ne sont pas inscrites sur la liste électorale, déménagent souvent et n'ont pas toutes les pièces d'identité requises.

Pour gagner les élections, l'équipe adopte la stratégie d'une citoyenne peu alphabétisée qui a décidé d'occuper la rue et de mobiliser son coin de quartier en fonction des liens qu'elle entretient avec les résidents et les résidentes. À partir du jour du vote par anticipation, où elle se présente à chaque heure au bureau de vote avec sa voiture pleine de gens lui ayant promis d'appuyer Sylvie Tardif, une véritable opération de recrutement aura lieu.

Occuper la rue

Depuis toujours, la rue est l'une des grandes alliées du mouvement communautaire et de ses luttes. Notre intention est de l'envahir une fois de plus. Des équipes de porte-à-porte, de distribution de dépliants, d'actions de visibilité, d'inscription sur la liste électorale, de covoiturage déploient mille efforts partout dans le district. Des affiches sont apposées sur tous les poteaux, une grande partie des maisons et même sur des voitures. Aux quatre

coins du territoire, des meneurs (plusieurs en situation de pauvreté) voient à ce que les citoyens et les citoyennes frappent aux portes des maisons, des commerces, des restaurants, des bars pour rappeler à leurs voisins, parents ou amis l'importance de leur appui. De son côté, la candidate parle de ses engagements dans les clubs d'âge d'or, à l'AFEAS (Association féminine d'éducation et d'action sociale), dans les groupes communautaires, dans les associations de sports, les groupes de dards, les tournois de poches et de cartes...

Pendant trois mois, l'équipe électorale de Sylvie Tardif occupe la rue sans relâche. Des personnes peu alphabétisées prêtent leur maison le jour | pour s'assurer de la participation des citoyens et des citoyennes. Dans ces maisons, des équipes voient à ce que les appuis se concrétisent en votes. Au bureau de vote, des gens se portent témoins du lieu de résidence de ceux et celles qui sont sans papier d'identité. Rien n'est négligé. Jusqu'au dernier quart d'heure, des bénévoles sillonnent les rues pour un «blitz» final.

Un chemin vers le politique pavé d'expériences d'éducation populaire

Il était tout à fait logique que les membres de COMSEP en arrivent un jour à s'engager en politique active. Les démarches de conscientisation, les manifestations, les dépôts de mémoires et les activités de défense des droits auront pavé la voie. Avec la mise en candidature de Sylvie Tardif, il s'agissait de la dernière étape de politisation dans le long chemin de la conscience sociale,

celle que Paulo Freire² appelle la conscience politique ou critique.

Nous sommes passés du «je» au «nous», du «subir» à l'«agir», du «personnel» au «politique» et du «politique» à l'«action politique», selon les quatre niveaux de conscience progressifs³ définis par Freire.

De leur côté, les personnes peu alphabétisées et en situation de pauvreté ne se sont pas laissé démonter par les manigances du pouvoir. En effet, elles ont dès le départ réclamé une candidate qui saurait comprendre leurs demandes et défendre leurs droits. Elles ont accaparé une place réelle sur l'échiquier municipal et elles ont défini ensemble les conditions à remplir pour une vie meilleure.

Les adversaires de Sylvie Tardif ont misé toute leur stratégie électorale sur la certitude que les personnes assistées sociales sont désabusées du système et donc votent peu. Ils ont négligé de mesurer l'impact de l'alphabétisation et de l'éducation populaires sur elles. Non seulement elles sont en mesure de comprendre les enjeux liés à une campagne électorale, mais également elles peuvent agir et proposer des solutions de rechange. Les personnes démunies déplacent des montagnes si elles font confiance. Elles aussi désirent qu'on parle en leur nom de leur projet de société, où la justice sociale occupe une large place.

Les adversaires de Sylvie Tardif n'ont pas su, en outre, évaluer la force de mobilisation du milieu communautaire. Depuis de nombreuses années, les personnes peu alphabétisées et en situation de pauvreté participent à des actions de défense des droits sociaux et à des activités d'éducation populaire. Elles ont fait l'expérience de luttes et de gains sur divers plans. Par ces engagements,

² Pédagoque brésilien qui a largement inspiré notre façon de faire de l'alphabétisation populaire au Québec.

³ Paulo FREIRE. La pédagogie des opprimés, Paris, François Maspéro, 1921.

elles ont acquis un sentiment de confiance qui ne leur a pas fait douter un instant du résultat des élections. Leur redoutable stratégie des maringouins, dont la maxime est L'union fait la force!, a fait le reste 4.

Une véritable démarche citoyenne

Cette victoire n'aurait pu être possible sans une alliance de classes sociales, sans une réelle solidarité entre les électeurs plus aisés, ceux et celles qui accompagnent les personnes peu alphabétisées et en situation de pauvreté, et ces personnes elles-mêmes. Plusieurs fois pendant la campagne électorale, les familles de la classe moyenne ont exprimé leur volonté de voter pour Sylvie Tardif afin d'améliorer la situation des gens peu alphabétisés et en situation de pauvreté.

Bien sûr, il ne suffit pas d'une seule élection pour changer les façons de faire au Conseil municipal en ce qui concerne les problèmes sociaux et les dossiers de revitalisation des quartiers populaires. Toutefois, les plus démunis peuvent espérer que leurs préoccupations fassent au moins l'objet de débats.

Cette expérience électorale a permis de faire de nouveaux apprentissages en ce qui a trait à l'action citoyenne. Les personnes peu alphabétisées et en situation de pauvreté suivent maintenant avec intérêt les dossiers traités par la Ville. Plusieurs d'entre elles assistent régulièrement aux séances du Conseil municipal et appliquent ensuite leur nouveau savoir en atelier d'alphabétisation, lieu par excellence pour élargir sa compréhension du monde local et global.

Plus de 200 personnes ont participé de façon concrète et dynamique à une campagne électorale. Au printemps 2003, un district a démontré haut et fort qu'il croyait en la justice sociale et que le choix d'un élu appartenait encore au peuple et non aux décideurs.

La marche ne s'est pas arrêtée là. Lors des dernières élections scolaires à l'automne 2003, la machine s'est de nouveau mise en branle avec des résultats tout aussi impressionnants: 94%

et 76% des votes exprimés en faveur de deux autres intervenants de COMSEP, qui ont été élus commissaires.

Cela permet de mesurer à quel point le rôle des mouvements sociaux est essentiel pour favoriser le changement social. Il ne faut pas en négliger le poids, ni la confiance manifestée par la population envers nos organisations et leurs porteparole. Avec le transfert accru de pouvoirs aux municipalités, n'est-il pas nécessaire d'investir en grand nombre les lieux d'exercice du pouvoir? N'est-il pas dans notre mission de donner une voix forte aux personnes peu alphabétisées et à celles en situation de pauvreté?

Les personnes démunies déplacent des montagnes si elles font confiance. Elles aussi désirent qu'on parle en leur nom de leur projet de société, où la justice sociale occupe une large place.

⁴ Cette stratégie fait référence au fait qu'un maringouin est jugé inutile et peut être neutralisé facilement. En grand nombre, toutefois, les maringouins sont plus coriaces. Une nuée de maringouins qui avancent vers un but commun est prise au sérieux. La marche engagée des personnes peu alphabétisées et en situation de pauvreté pour porter au pouvoir l'une de leurs porteparole, pas même un maire n'a pu l'entraver!